

N° 0026

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Pour Ampliation

P. Le Chef du Bureau du Cabinet

MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ESPACE

NOR PTT 90 00074 D

DÉCRET

ch - 1 MARS 1990

fixant l'étendue des zones et les servitudes applicables au voisinage du centre émetteur-récepteur de Civaux (Vienne) pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques.

LE PREMIER MINISTRE

Sur le rapport du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire et du ministre des postes, des télécommunications et de l'espace,

Vu le code des postes et télécommunications, articles L. 57 à L. 62 et L. 64 et articles R. 27 à R. 38 instituant des servitudes et obligations pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques ;

Vu l'arrêté du 21 août 1953 établissant la liste et les caractéristiques du matériel électrique dont la mise en service, la modification ou la transformation sont soumises à autorisation préalable dans les zones de garde radioélectrique ;

Vu l'arrêté du 16 mars 1962 donnant la liste et les caractéristiques des installations électriques dont la mise en exploitation sur l'ensemble du territoire est soumise à autorisation préalable ;

Vu l'arrêté n° 2340 du 4 juin 1987 classant le centre de Civaux (Vienne) en 1ère catégorie ;

Vu l'avis du comité de coordination des télécommunications en date du 24 octobre 1989 ;

Décète :

Art. 1er - est approuvé le plan ci-joint fixant les limites de la zone de protection et de la zone de garde, instituées autour du centre de réception radioélectrique de Civaux (Vienne).

.../...

10 / MARS 1990

Art. 2 - La zone de protection est définie par le tracé en bleu, la zone de garde est définie par le tracé en jaune.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R. 30 du code des postes et télécommunications.

Dans la zone de garde radioélectrique, les installations, matériels et appareils désignés par l'arrêté du 21 août 1953, existant à la date du présent décret et qui perturbent les réceptions radioélectriques devront être modifiés ou transformés dans le délai maximal d'un an à compter de la notification faite aux propriétaires ou usagers.

Art. 3 - Le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire et le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le - 1 MARS 1990

Michel ROCARD,

Par le Premier ministre :

Le ministre des postes  
des télécommunications et de l'espace,

Paul D'ALLÈS

Le ministre de l'industrie  
et de l'aménagement  
du territoire,

Roger FAUROUX